



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)

N°2025-DRA-MOBILIER

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

MENESRI - Ministère de l'Éducation Nationale et de la jeunesse

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Recteur

Objet du marché

Marché de services pour l'installation, le montage et l'assemblage de mobilier scolaire dans les établissements du second degré à Mayotte

Procédure de passation

Procédure adaptée en application des articles R. 2123-1-3° (marchés de service) et R. 2123-4 du code de la commande publique.

Code CPV : 50850000-8 – Services d'installation de mobilier

CCAG de référence : CCAG Fournitures et Services

Table des Matières

Article 1 : Préambule - contexte.....	3
Article 2 : Objet du marché	3
Article 3 : Allotissement.....	3
Article 4 : Mode de passation.....	3
Article 5 : Durée du marché	3
Article 6 : Conditions d'exécution.....	3
Article 7 : Documents contractuels	4
Article 8 : Pénalités	4
Article 09 : Régime financier	5
9.1. Forme et contenu des prix.....	5
9.2. Modalités de facturation.....	5
9.3. Mentions obligatoires.....	5
9.4. Monnaie	5
9.5. Transmission des factures	6
9.6. Avance	6
Article 10 : dispositions diverses	7
10.1. Langue.....	7
10.2. Assurances.....	7
10.3. Résiliation	7
10.4. Différends.....	7
10.5. Litiges et contentieux	7
Article 11 : Dérogations aux CCAG-FCS.....	9

Article 1 : Préambule - contexte

À la suite du passage du Cyclone Chido, Mayotte a subi d'importants dégâts matériels, notamment au sein des établissements scolaires du second degré. Une grande partie du mobilier scolaire a été endommagée ou rendue inutilisable.

Afin de garantir une rentrée scolaire 2025-2026 dans des conditions d'accueil satisfaisantes pour les élèves et les personnels, le ministère des Armées a procédé à une commande exceptionnelle de mobilier scolaire.

Le présent marché a pour objet l'installation et de montage de mobilier scolaire dans les établissements du second degré de Mayotte

Article 2 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations d'installation et de montage de mobilier scolaire dans les établissements du second degré de Mayotte. Le mobilier est fourni par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire intervient exclusivement pour l'assemblage, l'installation et la mise en place du mobilier sur site, selon les consignes du pouvoir adjudicateur.

Article 3 : Allotissement

Sans objet.

Article 4 : Mode de passation

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles R. 2123-1-3° (marchés de services) et R. 2123-4 du Code de la commande publique.

Article 5 : Durée du marché

La durée du marché est de trois mois à compter de sa date de notification.

Article 6 : Conditions d'exécution

Le titulaire sera chargé de l'installation du mobilier, de la vérification de sa conformité après montage, et devra signaler toute non-conformité ou dégradation constatée sur les meubles à la suite

du transport.

La liste de meubles est indiquée dans l'Annexe 1

Article 7 : Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le présent cahier des clauses particulières
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021.
- L'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de divergence entre les stipulations des pièces contractuelles régissant le présent marché, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Article 8 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

En cas de non-exécution partielle de ses prestations, le titulaire encourt une pénalité égale à un montant de 1000 €.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3, aucun seuil d'exonération n'est prévu et le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

Article 09 : Régime financier

9.1. Forme et contenu des prix

Le marché sera rémunéré par un prix global et forfaitaire.

Le prix est ferme et actualisable.

Si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la fixation du prix, les prix sont actualisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 (I-3 / I_0)$$

Dans laquelle

P = prix actualisé

P₀ = prix fixé dans l'offre du titulaire

I₀ = valeur de l'indice/index en vigueur au mois d'établissement des prix

I-3 = valeur de l'indice/index trois mois avant la date de début d'exécution des prestations

I = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Ensemble Identifiant 001759970

9.2. Modalités de facturation

Le titulaire transmettra une facture récapitulant la totalité des prestations livrées.

Le paiement est effectué après attestation du service fait par l'acheteur.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

9.3. Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- Le code du service exécutant : RECCHOR976
- La référence du marché et le numéro d'engagement juridique.
- La date de livraison effective des fournitures.
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés.
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés.

9.4. Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

9.5. Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> /rubrique « nous contacter »

9.6. Avance

Sans objet.

Article 10 : dispositions diverses

10.1. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

10.2. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

10.3. Résiliation

Outre les cas de résiliation prévus dans le CCAG applicable, l'acheteur peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L 2141-1 et L 2141-7 du Code de la Commande Publique.

10.4. Différends

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est à PARIS.

10.5. Litiges et contentieux

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de MAMOUDZOU.

Le présent marché public est régi par le droit public français.

En cas de litige résultant de ce marché, les parties présentes s'engagent à trouver une solution amiable, notamment auprès du médiateur des entreprises :

Article L2197-4

La saisine du médiateur des entreprises suspend le cours des différentes prescriptions dans les conditions prévues par l'article L. 213-6 du code de justice administrative ou, pour les marchés de droit privé, dans les conditions prévues par le code civil.

Article R2197-23

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Article R2197-24

La saisine du médiateur des entreprises interrompt les délais de recours contentieux pour les marchés qui sont des contrats administratifs.

Article L2197-5

Les parties peuvent recourir à une transaction ainsi que le prévoit l'article 2044 du code civil.

Article L2197-6

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article 2060 du code civil, le recours à l'arbitrage pour le règlement des litiges opposant les personnes publiques à leurs cocontractants dans l'exécution des marchés publics est possible pour les litiges relatifs à l'exécution financière des marchés publics de travaux et de fournitures de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ainsi que dans les autres cas où la loi le permet.

Article R2197-25

Pour l'Etat, le recours à l'arbitrage dans les cas mentionnés à l'article L. 2197-6 est autorisé par décret pris sur le rapport du ministre compétent et du ministre chargé de l'économie.

La saisine est gratuite et s'effectue sur le site internet : www.mediateur-des-entreprises.fr

A défaut de résolution amiable entre les parties, la juridiction compétente sera le Tribunal Administratif de Mamoudzou

Voies de recours :

Si vous estimez devoir contester ce marché de droit public ou son application, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Monsieur le président du Tribunal administratif de Mayotte : Les Hauts du jardin du collège 97600
MAMOUDZOU

-Téléphone : 0269611856 ou courriel : greffe.ta-mayotte@juradm.fr ou par téléservice en application du décret n° 2018-251 du 6 avril 2018.

Délais de recours :

- Le recours contentieux doit intervenir dans un délai de 2 mois, à compter du constat de non conciliation par le médiateur des entreprises ou de la publicité de l'acte attaqué.
- Si vous résidez outre-mer et devez saisir un tribunal siégeant en métropole ou si vous résidez en métropole et devez saisir un tribunal siégeant outre-mer, le délai de recours contre un acte est de 3 mois à partir de sa publicité.

Article 11 : Dérogations aux CCAG-FCS

L'article 7 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 9 du présent CCP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS.